

Julien GAYET, Morgan VINCENT Co-secrétaires départementaux du SNUipp-FSU 01

À l'attention de Mme l'Inspectrice d'Académie – DASEN de l'Ain

Objet : Groupe Départemental Direction d'École du lundi 1er mars 2021

Madame l'IA-DASEN,

Nous avons bien réceptionné la convocation au prochain Groupe Départemental Direction d'École qui se tiendra lundi 1er mars. Il s'agira seulement de la troisième réunion de ce genre depuis le suicide de notre collègue Christine Renon en septembre 2019. Le SNUipp-FSU 01 a jusqu'à présent tenu toute la place que vous lui avez laissée en qualité de syndicat majoritaire et a ainsi été force de propositions concrètes dès le CHSCTD "spécial direction d'école" qui s'est déroulé à la demande des organisations syndicales le 8 janvier 2020.

Nous ne reviendrons pas sur le contexte sanitaire qui accroît la crise dans laquelle sont embarqués nos collègues directrices et directeurs et leurs adjoint.e.s car nous vous avons déjà alerté à ce sujet dans notre courrier du 8 décembre dernier.

Nous ne reviendrons pas non plus sur votre choix de nier la représentativité des organisations syndicales, sur le modèle choisi par le Ministère dans les divers groupes de travail nationaux, composition qui donne large place aux organisations proches de la pensée du Ministre (notamment sur la question fondamentale du statut, rejetée par une large majorité des collègues, exprimée dans l'enquête du MEN lancée début 2020 - Consultation des directrices et directeurs d'école :

https://www.education.gouv.fr/synthese-de-laconsultation-des-directrices-et-directeurs-d-ecole-41597).

Nous ne reviendrons pas non plus sur le déroulé du "Grenelle de l'Éducation et la sélection soignée "d'experts" par le ministère qui submerge la parole des représentants syndicaux élus démocratiquement.

Nous revenons par contre sur la nature de ce groupe départemental que vous définissez comme un "groupe de réflexion", précisant qu' "il ne s'agit pas d'un espace de revendications, mais d'échanges entre pairs, qui a pour objet d'évoquer les problèmes rencontrés dans le cadre de la mission de directeurs ; il doit permettre d'y trouver des solutions pouvant être concrètement mises en oeuvre". Si revendiquer et solutionner ne s'opposent pas mais a contrario se complètent, les représentants du personnel n'ont pas non plus le monopole des revendications qui doivent pouvoir être exprimées par les membres de ce GDDE et entendues par vos services.

Aujourd'hui, la question de la participation du SNUipp-FSU 01 à cette réunion se pose plus que jamais, d'autant plus que le format en 6 petits groupes (plus de groupes que de sièges SNUipp) ne nous permet pas de participer à la totalité.

Quelles évolutions concrètes au niveau départemental ont vu le jour depuis que ces réunions sont organisées ? Nous en notons seulement deux : la création de la lettre bimensuelle "LIEN 01" (que nous avons déjà eu l'occasion de saluer) et le "café directeur" acté depuis fin novembre, pour celles et ceux qui souhaiteront et pourront y participer car ce temps n'est pas reconnu institutionnellement.

Sur ce point, nous regrettons que vous puissiez justifier la lente avancée des travaux du GDDE par le fait que (nous vous citons) "cela se fera au rythme des participants qui choisissent leurs priorités et élaborent leurs réponses". Si nous nous réjouissons de constater la conséquente marge de manoeuvre dont disposent nos collègues directrices

et directeurs membres de ce GDDE, nous ne pouvons que regretter la manière dont vous vous défaussez sur la vitesse de leurs travaux qui est de votre responsabilité, notamment en attribuant à ce groupe des moyens (remplacement) et des perspectives.

Parallèlement, où en sommes-nous de la vingtaine de propositions diffusées par le SNUipp-FSU 01 depuis le début de l'année 2020 ? Aucune avancée sur ce terrain, alors que la plupart de nos mesures seraient applicables si la volonté institutionnelle le permettait.

Pour toutes ces raisons, le SNUipp-FSU 01 refuse désormais de s'associer à ces réunions "vitrine" qui ne répondent ni à la hauteur des enjeux ni au besoin criant de dialogue social (amputé par la loi de transformation de la Fonction Publique) dans la période de crise que nous traversons.

Malgré tout, les directrices, directeurs et leurs équipes ont un besoin urgent de voir évoluer positivement leur mission. Les annonces ministérielles datant de fin 2020 (prime, décharges) sont trop éloignées des besoins de l'ensemble de nos collègues. C'est pourquoi, dans une démarche qui s'est toujours voulue constructive, nous vous adressons (ainsi qu'aux membres de ce GDDE) à nouveau nos propositions qui visent à devenir de véritables solutions pouvant concrètement être mises en œuvre.

Espérant que ces éléments seront de nature à alimenter les débats des divers groupes de réflexion, veuillez agréer, Madame l'IA-DASEN l'expression de notre profond dévouement à un service public d'éducation de qualité et à la défense de ses personnels.

Morgan VINCENT

Julien GAYET

Co-secrétaires départementaux du SNUipp-FSU 01